

LES STRUCTURES DE LA RECHERCHE STRATÉGIQUE DANS LES PAYS NORDIQUES

LE PARADOXE DE LA DÉMESURE

PAR

NATHALIE BLANC-NOËL (*)

ET

MATTHIEU CHILLAUD (**)

« La complexité accrue de la stratégie impose un effort de réflexion sans précédent. Il ne suffit pas d'avoir les moyens de la force, il faut être capable d'intégrer celle-ci dans une véritable politique ».

Hervé COUTAU-BÉGARIE

Si les pays nordiques incarnent, depuis longtemps, une tradition de pacifisme et d'exportation de la paix par l'élimination des causes de la guerre, on constate paradoxalement que ces petits pays possèdent une myriade d'organismes consacrés aux études stratégiques (1). La recherche, de plus, y fait preuve d'une étonnante fécondité, tant sur le plan de la production – en langue anglaise aussi bien qu'en langues nordiques – que sur le plan de son originalité paradigmatique.

Les études stratégiques (2) dans les pays nordiques (3) ne se limitent pas aux seuls organismes spécialisés, dans la mesure où de multiples institutions

(*) Maître de conférences en Sciences politiques à l'Université Bordeaux III, chargée de recherche au Centre d'analyse politique comparée (CAPC) de l'Université Bordeaux IV et rédactrice en chef de la revue *Nordiques*.

(**) Doctorant anciennement chercheur à l'Institut européen de géoéconomie (IEG), puis chercheur invité au *Finnish Institute of International Affairs* (UPI, Helsinki, Finlande).

(1) Pour une comparaison, cf. la recherche d'Hervé Coutau-Bégarie sur la situation des études stratégiques en France : Hervé COUTAU-BÉGARIE, « La recherche stratégique en France », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 1, 2000, pp. 787-804.

(2) Les auteurs se référeront ici à la définition de Charles-Philippe David, selon laquelle les études stratégiques comprennent à la fois l'analyse des enjeux de sécurité, celle des stratégies militaires et des stratégies de paix et de résolution des conflits, ainsi que les moyens utilisés pour mettre en œuvre et assurer la sécurité (technologies, action des ONG, etc.) : Charles-Philippe DAVID, *La Guerre et la paix*, Presses de Science Po, Paris, 2000. Sont écartés de cette étude les instituts et centres consacrés aux droits de l'homme, bien que ceux-ci, également très nombreux dans les pays nordiques, abordent parfois accessoirement les questions stratégiques. De même, ne sont pas traités les instituts polaires ou arctiques existant dans chacun de ces pays, car, même s'ils s'intéressent occasionnellement aux questions stratégiques, leurs travaux ne se situent pas forcément dans le champ des sciences sociales.

(3) Les auteurs s'intéressent ici au Danemark, à la Finlande, à la Norvège et à la Suède. S'il existe bien

pluridisciplinaires et des structures associatives se donnent pour mandat de produire une recherche de grande qualité dans le domaine de la défense.

LES ORGANISMES SPÉCIALISÉS
DANS LES ÉTUDES STRATÉGIQUES

Les instituts d'études stratégiques et militaires

Les études stratégiques *stricto sensu* sont assurées soit par des centres intégrés aux écoles militaires (Finlande et Suède), soit par des centres annexes (Danemark et Norvège). Alors qu'en Finlande, Suède et Norvège, les activités de recherche stratégique sont plutôt riches, force est de constater l'indigence du Danemark en la matière.

En Finlande, le *Department of Strategic and Defence Studies (Strategian laitos)* du *National Defence College (Maanpuolustuskorkeakoulu)*, créé et intégré à l'école militaire en 1993, consacre sa recherche à la stratégie finlandaise. Animé par une dizaine de chercheurs (dont la moitié sont des militaires), il publie des *Working papers*, principalement en finnois, ainsi qu'une série de petits ouvrages sur la situation stratégique de la Finlande et de l'Europe septentrionale, en anglais et en finnois.

De même, en Suède, la recherche fait preuve d'un très grand dynamisme. Le *Swedish National Defence College (Försvvarshögskolan)*, installé dans la prestigieuse école militaire royale de Suède, est composé d'une vingtaine d'enseignants-chercheurs, dont le tiers sont des militaires. Créé en 1997, il est le résultat de la fusion des anciennes écoles militaires suédoises. Il publie depuis 2000 un annuaire stratégique, ainsi que des ouvrages consacrés à la mer Baltique. Administrativement rattaché à l'Institut suédois de relations internationales (UI, *Utrikespolitiska Institutet*), mais géographiquement situé dans les locaux du *Försvvarshögskolan*, le *Crismart*, dirigé par le professeur Bengt Sundelius, est un centre assez original : composé d'une quinzaine d'analystes, il mène l'essentiel de ses travaux de recherche sur la gestion de crise, thème qui fait l'objet de la publication régulière d'une très intéressante série d'ouvrages.

En Norvège, l'*Institutt for Forsvarstudier (IFS)*, situé à Oslo, est un centre de recherche en histoire militaire, dirigé par le professeur Rolf Tamnes. Ses travaux et ses publications concernent essentiellement l'histoire de la Norvège et de l'Europe septentrionale pendant la Guerre froide.

Le Danemark dispose lui aussi d'un centre de recherche stratégique, intégré à la *Forsvarsakademiet*. Ses activités de recherche sont, toutefois, pratiquement marginales.

Le *Norwegian Defence Research Establishment* (FFI, *Forsvarets forskningsinstitutt*) norvégien et son homologue suédois le *Swedish Defence Research Agency* (FOI, *Totalförsvarets forskningsinstitut*), comparables *mutatis mutandis* à la RAND américaine, sont deux instituts de recherche dont la vocation principale est de conseiller et d'orienter leur gouvernement respectif, en matière de choix politico-stratégiques. Le FFI, composé d'une douzaine de chercheurs (pour 550 employés), n'a pas de publication régulière; toutefois, certains de ses rapports, principalement en norvégien, sont téléchargeables sur son site Internet. A noter qu'il n'existe pas d'institut comparable ni en Finlande, ni au Danemark. Quant au FOI, il est le résultat de la fusion, le 1^{er} janvier 2001, du *Defence Research Establishment* (FOA) et de l'*Aeronautical Research Institute* (FFA). S'il a la même vocation que son homologue norvégien, il est nettement plus puissant. Sa petite équipe de recherche, animée par Ingemar Dörfer (4), fait surtout de la recherche stratégique pour le compte du gouvernement suédois (5).

Les académies royales

Les académies royales consacrées aux études stratégiques sont une particularité suédoise. Contrairement aux autres pays nordiques seulement dotés d'« Académies des sciences et lettres », la Suède dispose de plusieurs académies (lettres et histoire, sciences, ingénierie, agriculture et foresterie, beaux-arts, etc.). Deux d'entre elles sont spécialisées dans le domaine des études stratégiques.

L'Académie royale des sciences de guerre (*Kungliga Krigsvetenskapsakademien*), fondée en 1796 par des officiers, se vit accorder en 1805 le statut d'« académie royale » par le Roi Gustav IV Adolphe. Elle a le statut d'organisation non gouvernementale, placée sous la protection du Roi. Forte de quatre cents membres, civils et militaires tous experts dans leur domaine, l'Académie a pour but de « *promouvoir les sciences d'importance pour la défense et la sécurité de la Suède* ». Elle fonctionne comme un *think tank* auquel le gouvernement fait appel pour des avis spécialisés et des propositions. Ses activités visent au maintien d'un débat d'idées permanent sur les questions de défense, à travers l'organisation de séminaires et conférences, la promotion de la recherche, ainsi que la distribution de récompenses. Par ailleurs, l'Académie publie six fois par an un journal, *Kungl. Krigsvetenskapsakademien handlingar och tidskrift*, rédigé majoritairement en langue suédoise et parfois en anglais; dirigé par le colonel Bo Hugemark, ce journal fait appel aux meilleurs spécialistes des études stratégiques, de la défense et de l'histoire militaire. Fait remarquable : le journal paraissant depuis 1797,

(4) Ancien conseiller technique de Carl Bildt lorsque ce dernier fut nommé Premier ministre, Ingemar Dörfer est très atlantiste et « réaliste » (il a fait sa thèse à Harvard sous la direction d'Henry Kissinger).

(5) Le FOI s'est notamment illustré en tentant de construire une stratégie au moment où la Suède a tenté de se doter de l'arme nucléaire (entre 1945 et 1972).

sa collection constitue un panorama assez unique de deux siècles d'évolution de la recherche stratégique suédoise.

La seconde académie spécialisée dans les études stratégiques est la *Kungliga örlogsmannasällskapet* (Société royale des sciences navales), fondée en 1771. Dotée de plus de quatre cents membres, dont des correspondants étrangers, elle se consacre essentiellement à la défense navale, mais aussi, plus largement, à la promotion de l'étude « *de la liberté, de la paix, de la sécurité et de la capacité de la Suède à se défendre* », ainsi qu'à la formation de l'opinion publique sur ces questions. Outre ses activités de recherche, l'Académie distribue des bourses et récompenses et publie un journal, *Tidskrift i sjöväsenhet*, depuis 1787. Elle est dotée, depuis le XVIII^e siècle, d'une bibliothèque, située à Karlskrona, dont elle conserve précieusement les collections.

La peace research (PR)

Les pays nordiques disposent tous de centres de *peace research* (PR), qui constituent une particularité typiquement nordique.

La PR est née dans les années 1950 en pleine Guerre froide. Le refus d'un nouveau conflit international a favorisé l'émergence d'une PR qui entend non plus exorciser le passé, en analysant les deux grandes guerres du XX^e siècle, mais évaluer les périls du présent ; la PR ambitionne de prendre la relève d'une science des relations internationales dont les événements auraient, selon elle, prouvé la faillite. Elle a pour ce faire élaboré une méthodologie souvent contestée. L'ambiguïté du terme *peace research* vient du fait qu'il signifie à la fois « recherche sur la paix » et « recherche de la paix » (6). La première signification se réfère à l'étude scientifique de la guerre et de la paix, tandis que la seconde renvoie à une conception militante de l'action pacifiste. L'orientation de la structure de recherche dépend de l'importance accordée à l'une ou l'autre des définitions. Si les études stratégiques se consacrent de façon classique à l'étude de la guerre, la PR est plutôt une démarche de réflexion et de proposition sur la paix (7), en particulier la PR nordique, qui est avant tout une science se voulant « vertueuse » et déjà acquise à une cause militante, pacifiste. Etudiant les conditions optimales d'établissement de la paix, le *peace researcher* nordique se doit d'être un chercheur engagé (8). Le postulat, reconnu par les tenants de la PR, selon lequel les peuples sont plus pacifiques que leurs dirigeants (si l'on montre aux hommes quel est exactement le rapport entre les pertes et les gains, ils

(6) Hervé SAVON, « Les trois étapes de la *Peace research* », *Études polémologiques*, n° 19, février 1976, IFP, p. 63.

(7) Sur la place de la PR dans le cadre des études de sécurité, cf. David A. BALDWIN, « Security Studies and the End of the Cold War », *World Politics*, vol. 48, n° 1, octobre 1995, pp. 117-141.

(8) Pour une vision descriptive et analytique de la PR nordique pendant la Guerre froide, cf. l'ouvrage d'Helena RYTÖVUORI-APUNEN, *Peace research in Scandinavia 1959-1990*, Aldershot, Avebury, 1990, 381 p.

choisiront inévitablement la solution présentant le plus grand bénéfice), illustre ce militantisme.

Le premier centre nordique de PR, le PRIO (*International Peace research of Oslo*), a été créé en Norvège en 1959 par Johan Galtung. S'il eut à ses débuts quelques difficultés à se faire reconnaître en tant qu'institut de recherche scientifique (9), il a par la suite connu une grande notoriété pour ses travaux consacrés à la paix. Toutefois, depuis la fin de la Guerre froide, il semble avoir amorcé une certaine évolution paradigmatique : bien que J. Galtung ait profondément marqué la discipline de la PR (10), les chercheurs du PRIO ne se réclament quasi plus de Galtung ; d'ailleurs, ce dernier n'hésite pas à clamer haut et fort, depuis que le Britannique Dan Smith puis le Dano-Norvégien Stein Tønnesson ont pris la tête du PRIO, que ce prestigieux institut fait davantage de la *war research* que de la *peace research*. Si le PRIO dispose d'une équipe de recherche internationale, il a néanmoins quelques difficultés pour faire venir des chercheurs étrangers (11). En revanche, et cela est notable, il publie deux revues en anglais : le *Journal of Peace research* (JPR) et *Security Dialogue* (anciennement *Bulletin of Peace Proposals*, BPP (12)). Lancé par Johan Galtung, JPR a toujours bénéficié d'une audience internationale très large et, à ce titre, il est rentable, ce qui ne fut pas forcément le cas pour BPP. D'ailleurs, en 1992, le PRIO décida de transformer ce dernier en *Security Dialogue* : si officiellement l'objectif de ce changement de nom devait marquer l'importance grandissante de la notion de dialogue entre les différentes civilisations comme pierre angulaire de la paix, officieusement il s'agissait de faire face à des impératifs budgétaires, BPP rencontrant des difficultés financières grandissantes (13) ; cette nouvelle revue bénéficia d'une aide financière non négligeable de l'UNESCO et, surtout, de la *Soka Gakkai International*, secte bouddhiste japonaise très engagée dans les différents processus de paix en Asie du Sud-Est (14). Le PRIO a par ailleurs créé, en janvier 2003, un nouveau centre de recherche

(9) En 1972, Johan Galtung écrivait : « *il est aujourd'hui étrange [... de repenser aux conditions dans lesquelles le PRIO a été créé en] en 1959. 'Quelle terrible expression' ! s'est exclamé spontanément le ministre de l'Éducation nationale au moment où la peace research commençait à devenir une science académique. A cette époque, la paix était considérée comme une expression de gauche, politiquement subversive ou au mieux naïve, scientifiquement démodée et même indiquant une certaine incompétence. Le premier fonds financier, 5000 \$, que le PRIO a obtenu vint d'une fondation privée* ». Cf. à ce propos l'article de Johan Galtung, remarquable synthèse sur la PR publiée à l'occasion des 25 ans du PRIO : JOHAN GALTUNG, « *Twenty-Five Years of Peace research : Ten Challenges and Some Responses* », *Journal of Peace research*, n° 22, n° 2, 1985, pp. 141-158.

(10) Ce dernier a par ailleurs lancé récemment un nouveau centre de recherche, *TRANSCEND. A Peace and Development Organization for Conflict Transformation by Peaceful Means* (www.transcend.org), qui, basé en Roumanie, se définit comme un « *réseau pour le développement de la paix* ». Cf. JOHAN GALTUNG, *Searching for Peace, the Road to Transcend*, Pluto Press, Londres, 2000.

(11) Alors qu'en Suède les chercheurs étrangers qui travaillent au SIPRI bénéficient d'avantages fiscaux, ce n'est pas le cas en Norvège.

(12) La différence entre les deux revues résidait essentiellement dans leurs objectifs : alors que JPR proposait des articles consacrés aux études empiriques sur la paix, BPP se donnait une vocation davantage pédagogique, en proposant des solutions de paix à partir d'exemples concrets de conflits. Cf. JOHAN GALTUNG, « *Why a Bulletin of Peace Proposals?* », *Bulletin of Peace Proposals*, vol. 1, n° 1, 1970, pp. 5-8.

(13) Entretien avec Stein Tønnesson, à Oslo, le 12 mars 2003.

(14) Cf. Magne BARTH, « *Letter from the Editor* », *Bulletin of Peace Proposals*, vol. 22, n° 4, 1991.

(*Center for the Study of Civil War*), dont les travaux sont entièrement consacrés à l'étude des guerres civiles. Le PRIO, enfin, a décidé, en 2003, de créer un Master en *peace studies* à l'Université d'Oslo (il n'avait jusque-là paradoxalement jamais jugé utile de créer un « pont » avec le monde universitaire (15)).

En Suède, le SIPRI (*Stockholm International Peace research Institute*) est une fondation établie en 1964 pour la commémoration des cent cinquante ans de la neutralité suédoise. La création du SIPRI doit beaucoup à une grande figure du mouvement pour la paix suédois, Alva Myrdal. Après avoir été ambassadeur de Suède en Inde, cette femme fut Secrétaire d'Etat au désarmement et participa activement aux négociations internationales qui aboutirent au Traité de non-prolifération de 1968, avant d'obtenir, en 1982, le Prix Nobel de la paix. Elle présida le comité chargé de créer le SIPRI et fut la première présidente de son bureau. Son mari, l'économiste et lui aussi Prix Nobel Gunnar Myrdal lui succéda lorsqu'elle fut nommée au gouvernement (16). Aujourd'hui, le SIPRI regroupe une vingtaine de chercheurs. Ses travaux portent essentiellement sur le désarmement et la maîtrise des armements (17). Il publie un annuaire mondialement reconnu depuis 1969 (18) et, de manière épisodique, depuis 1989, des ouvrages et quelques rapports de recherche. Bien qu'ayant une vocation internationale et donc, à ce titre, étant sans lien formel avec le gouvernement suédois, le SIPRI a souvent été accusé – à tort ou à raison – d'adopter les positions du gouvernement. Sa crédibilité a par ailleurs été entamée à la fin des années 1980 par une sombre affaire d'espionnage (19). La récente nomination à sa tête d'Alysson J.K. Bailes, précédemment ambassadrice de Grande-Bretagne en Finlande, va probablement impulser de nouvelles orientations à ses activités en élargissant ses champs traditionnels, par exemple à l'interaction du désarmement avec les études de genre.

En Finlande, le TAPRI (*Tampere peace research institute*), créé sur initiative parlementaire en 1970, est le seul centre de PR nordique indépendant (néanmoins intégré à l'Université de Tampere depuis 1994) à ne pas être situé dans une des capitales (20). Longtemps personnifié par Raimo Väyrynen et Pertti Joniemmi, il semble avoir perdu de sa renommée, le premier s'étant expatrié aux Etats-Unis et le second à Copenhague. Statutairement

(15) Toutefois, l'Université d'Oslo avait créé, en 1967, une chaire en *Conflict and Peace research*, tenue par Johan Galtung jusqu'en 1977; elle a été transformée depuis en chaire en *International Conflict Studies*.

(16) Cf. Jan PRAWITZ, *Arms Controller Alva Myrdal – Word Power for World Politics*. et Maj-Britt THEORIN, *Alva Myrdal and the Peace Movement*, actes du colloque Alva Myrdal, sur le site www.per.uu.se.

(17) Pour une vision plus exhaustive des premiers travaux du SIPRI, cf. Jean-Paul JOUARY, « Typologie du phénomène-guerre », *Guerres et Paix*, n° 3, 1969, pp. 24-27.

(18) Cet annuaire est désormais publié dans de multiples langues, dont le russe et le chinois.

(19) Sur l'histoire du SIPRI, on pourra se référer à un intéressant petit ouvrage publié par le SIPRI, *SIPRI. Continuity and Change 1966-1996*, à l'occasion des trente ans de l'institut.

(20) Lorsque le Parlement finlandais décida en 1969 de la création d'un institut de *peace research*, il arbitra en faveur de Tampere car l'Université de cette ville était réputée à cette époque comme étant la meilleure.

composé de douze chercheurs, il ne semble pas, à la différence du SIPRI et du PRIO, avoir totalement abandonné les orientations qui étaient les siennes au cours de la Guerre froide. En outre, et cela le distingue des autres instituts nordiques, il a un programme de recherche consacré à la Méditerranée, dirigé par le très francophile et francophone Tuomo Melasuo. Il publiait une revue, plus ou moins artisanale, *Instant Research on Peace and Violence*, devenue en 1978 *Current Research of Peace and Violence*, avant de disparaître en 1990. Contrairement à ses homologues nordiques, il avait entamé, durant la Guerre froide, une politique de coopération ambitieuse avec les centres de recherche soviétiques, passant par de nombreuses publications communes (21). Il publie régulièrement des ouvrages en finnois et en anglais (certains des ouvrages consacrés à la Méditerranée sont en français).

Dans les îles Åland, une petite équipe de chercheurs anime l'*Åland Islands Peace Institute*, créé en 1992. Cet institut, dont les publications se limitent à une dizaine d'ouvrages portant sur des thèmes traditionnels de la PR traditionnelle (place des femmes dans la société, désarmement, droits de l'homme, etc.), travaille essentiellement sur les questions de sécurité en mer Baltique. Au Danemark, le gouvernement a récemment décidé de fusionner tous les instituts qui existaient jusque-là (22) en un grand centre de recherche, le *Danish Centre for International Studies and Human Rights*. Le nouvel institut regroupe deux branches : la première est le *Danish Institute for International Studies* (DIIS), fusion de quatre centres préexistants ; la seconde est l'*Institute for Human Rights* (IHR), tourné vers l'étude des droits de l'homme. L'IIS est le résultat de la fusion du COPRI, du DUPRI (cf. *infra*), du CDR (*Center for Development Research*) et du DCHF (*Danish Center for Holocaust and Genocide Studies* | *Dansk Center for Holocaust-og Folkedrabsstudier*). Le COPRI, fondé en 1985 (23) et composé d'une douzaine de chercheurs, avait pour objectif « *de stimuler les débats et la recherche sur les questions internationales, relatives aux études de paix et de sécurité* ». Considéré comme le berceau de l'école dite de Copenhague (cf. *infra*), il se définissait comme un centre de PR mais, contrairement au SIPRI et au NUPI, n'avait pas forcément un profil international. Il publiait abondamment, autant de livres que de *working papers*, essentiellement en anglais.

(21) Pour une vision historique de la PR en Finlande, on pourra se référer à Unto VESA, « *Peace research in Finland. Domestic Spirits in Imported Bottles – or Vice Versa?* », in *Peace Union of Finland* (dir.), *Finish Peace Making*, Helsinki, pp. 108-125.

(22) On peut s'interroger sur la motivation qui a poussé le gouvernement à fusionner les instituts de recherche qui avaient fait pourtant preuve d'un très grand dynamisme. Partant du postulat selon lequel l'union fait la force et un institut puissant aura plus de moyens et donc d'activités qu'une myriade d'instituts dispersés, l'objectif officiel est de rationaliser la recherche nationale. Pourtant, cette réforme a entraîné de très vives contestations. Cf. Barry BUZAN, « *Open letter concerning COPRI* » (www.copri.dk) ou encore Jan OBERG, « *Something is rotten in the State of Denmark but there are ways out* », *Press Info*, n° 160, 21 septembre 2002, (www.transnational.org/pressinf/2002/pf160_DK_SomethingRotten.html : dernière consultation mars 2003).

(23) Le COPRI, créé sur décision du Parlement en 1983 dans le contexte de la crise des Euromissiles, avait pris la succession de l'*Institute for Peace and Conflict Research* (équivalent danois du PRIO), créé en 1969, mais dissout en 1971.

Les centres nordiques de PR, participant des courants idéaliste, radical ou critique, tendent à rejeter en bloc le réalisme des relations internationales et se posent en tant que défenseurs d'une éthique des rapports interétatiques et surtout intra-étatiques. Le *peace researcher* estime que la violence n'est pas inhérente à la nature humaine, mais qu'elle est comportementale : la violence étant subjective et fonctionnalisée, elle peut se maîtriser. Les *peace researcher* estiment qu'il est possible d'éliminer la guerre et d'instaurer une paix mondiale. Toutefois, cela ne signifie pas que la paix résulte seulement de l'absence de guerre ou de violence ; elle est atteinte une fois l'harmonie (ré)-établie dans les relations sociales. Héraut de la pacification de l'anarchie internationale et de la « paix démocratique » (24), le *peace researcher* entend tout d'abord dénoncer les dangers que font courir au monde les thèses réalistes et se donne pour mandat d'étudier les conditions de la paix et du désarmement : afin de prévenir toutes situations belligères, il faut instaurer une paix fondée sur la coopération et le droit. La PR ne représente pas une discipline indépendante dans la mesure où elle fait appel à plusieurs disciplines connexes (la sociologie, l'anthropologie, la psychologie, les sciences politiques) pour identifier les sources profondes des conflits. Ainsi, la méthodologie scientifique d'étude sur la paix embrasse plusieurs thématiques qui s'entrecroisent : les études de genre (homme = guerre/femme = paix) (25), le développement, le désarmement, la défense non militaire, etc.

Une référence idéologique sociale-démocrate, au sens nordique du terme, marque incontestablement la *peace research* (Galtung lui-même s'inspira du marxisme, notamment dans sa théorie de l'impérialisme structurel). La considération des réalités de la Guerre froide a conduit ces recherches à s'attaquer de préférence aux relations Est-Ouest et à la coexistence pacifique (26). Ce « néo-idéalisme » correspondait bien aux intérêts de sécurité des pays nordiques proches de l'Union soviétique et à la politique internationale qu'ils menaient (plans Kekkonen, Undén et Palme de dénucléarisation de l'Europe du Nord, engagement international pour le désarmement, etc.). Jusqu'au début des années 1990, la recherche nordique était effectivement liée au contexte géopolitique dans lequel se trouvaient ces pays, contexte généralement appelé « équilibre nordique » (27). Dans les pays neutres en particulier, les chercheurs adoptaient une certaine retenue et évitaient ce

(24) La thèse kantienne a toujours été très chère aux *peace researchers* nordiques : caractère belligère des dictatures, régime aux pouvoirs incontrôlés et tournés vers l'exaltation de la force, par opposition aux démocraties libérales fondées sur le contrôle du pouvoir et sur la recherche du compromis.

(25) Cf. Mary K. BURGUIERES, « Feminist Approaches to Peace : Another Step for Peace Studies », *Millennium*, vol. 19, n° 1, printemps 1990, pp. 1-18.

(26) Les *peace researchers* prônaient une réalisation d'envergure du désarmement et se méfiaient tout particulièrement de l'*arms control* qui leur inspirait une certaine méfiance car elle tendait à perpétuer la compétition technico-stratégique des deux Grands.

(27) L'équilibre nordique (expression employée dans un article d'Arne Olav BRUNTLAND, « The Nordic Balance », *Cooperation and Conflict*, vol. 2, 1966, pp. 30-63) décrit le paysage géopolitique de la Guerre froide au Nord, avec d'Ouest en Est les alliés anglo-saxons, la Norvège et le Danemark avec leurs positions spécifiques au sein de l'OTAN, une Suède neutre (dont on sait aujourd'hui qu'elle aurait été aux côtés des Alliés en temps de conflit) et la Finlande neutre avec sa « relation spéciale » avec l'Union soviétique.

qui aurait pu porter atteinte au discours officiel du pays. Depuis la fin de la Guerre froide, néanmoins, la prévalence du paradigme de la *peace research* a diminué, au profit notamment du constructivisme. Le meilleur exemple de cette évolution est la mutation théorique du COPRI, berceau de ce que l'on appelle aujourd'hui « l'école de Copenhague ». Celle-ci désigne la démarche constructiviste amorcée par Barry Buzan, Ole Wæver et Jaap de Wilde dans leur tentative de conceptualisation de la sécurité. Dans son livre *People, States and Fear*, publié initialement en 1983, Buzan a affirmé que la sécurité ne se réduisait pas à la seule sécurité nationale (ou la sécurité de l'Etat), mais qu'elle s'élargissait à de nouveaux objets et secteurs. L'école de Copenhague s'intéresse aussi particulièrement à la construction et à la perception des menaces par les acteurs du jeu diplomatique (28).

Johan Galtung

Le Norvégien Johan Galtung, mathématicien, sociologue et philosophe, est l'une des grandes figures de la *peace research*, de même que l'Américain Kenneth Boulding. Johan Galtung, né en 1930 dans une génération profondément marquée par la Seconde Guerre mondiale (son père fut interné dans un camp de concentration allemand), pacifiste et objecteur de conscience en 1951 (dans un pays où le service militaire est sacré), défendra toute sa vie l'idée qu'il faut rechercher scientifiquement les conditions d'établissement d'une paix durable. Auteur de plusieurs centaines d'ouvrages et d'articles (29), Johan Galtung est surtout connu pour ses thèses sur l'impérialisme structurel et sur la violence structurelle. Son intérêt pour les communautés humaines – et non pour les Etats – s'avérera novateur : alors que jusqu'à lui, les études sur la paix n'envisageaient cette dernière que comme l'absence de violence organisée, lui donne une définition plus large et voit dans la violence, non seulement l'usage de la force, mais aussi tout ce qui empêche la réalisation de l'individu, à savoir les inégalités de développement, les multiples formes de domination économique, les menaces pesant sur les modèles sociaux ou culturels des nations les plus faibles. Pour que les conditions optimales de la paix soient réunies, il faut donc non seulement une absence de guerre, mais aussi une absence de violence structurelle : il faut que toutes les formes de violence indirecte (injustice, pauvreté, oppression) disparaissent. Galtung établit une distinction entre « paix négative » (absence de guerre, absence de violence person-

(28) Sur l'école de Copenhague, cf. l'excellente analyse de Johan ERIKSSON, « Observers or Advocates? On the Political Role of Security Analysts », *Cooperation and Conflict*, vol. 34, n° 3, 1999, pp. 311-330.

(29) Nils Petter GLEDISCH et alii., *Johan Galtung : A Bibliography of his Scholarly and Popular Writings 1951-80*, PRIO, Oslo, 1980, 286 p. Cf. aussi Johan GALTUNG, *The True Worlds : A Transnational Perspective*, The Free Press, New York 1980; Johan GALTUNG, « A structural Theory of Imperialism : 10 Years Later », *Millennium : Journal of International Studies*, n° 9, 1981, pp. 181-196.

nelle et absence de violence structurelle et personnelle) et « paix positive » (intégration et coopération, absence de violence structurelle et développement personnel).

LES ETUDES STRATÉGIQUES
AU SEIN D'INSTITUTIONS PLURIDISCIPLINAIRES

Dans les pays nordiques, les études stratégiques sont également pratiquées au sein d'institutions dont ce n'est pas l'objet principal : les grands instituts de relations internationales, les centres universitaires et une série d'instituts de recherche « thématiques ».

Les instituts nationaux de relations internationales

Il existe, dans chaque pays nordique, un institut national de relations internationales. La similarité des structures de ces pays est frappante et on peut, à ce titre, parler d'une organisation « nordique » des structures de recherche.

Au Danemark, le DUPI, *Danish Institute of International Affairs* (désormais incorporé au grand centre de recherche unifié qu'est le *Danish Center for International Studies and Human Rights*), était animé par une vingtaine de chercheurs. Il travaillait essentiellement pour le compte du ministère danois des Affaires étrangères, ainsi que pour le Parlement. Il publiait un annuaire très intéressant sur la politique étrangère du Danemark, de 1979 à 1995 en danois, et de 1996 à 2002 en anglais. Du fait de ses liens étroits avec le gouvernement, l'impartialité de ses travaux de recherche et de ses publications fut longtemps sujette à caution.

Le SIIA (*Swedish Institute of International Affairs*) ou UI (*Utrikespolitiska Institutet*), qui, confortablement installé dans les anciens bâtiments de la Banque Wallenberg dans le vieux Stockholm, réunit une dizaine de chercheurs, est le plus ancien des centres nordiques de ce type. Ses publications comprennent des *Conference papers*, une revue trimestrielle depuis 1968, *Internationella Studier*, deux magazines sur les relations internationales davantage destinés au grand public, *Världspolitikens dagsfrågor* et *Epok* (sur Internet), et, enfin, des publications plus pédagogiques (séries sur les pays du monde, les organisations internationales et des « dossiers et documents » internationaux).

En Norvège, le NUPI (*Norsk Utenriskspolitisk Institutt*), financé par le ministère de l'Éducation, de l'Église et de la Recherche, fut créé comme le PRIO en 1959. Dirigé auparavant par Johan J'rgen Holst, qui fut successivement ministre de la Défense et ministre des Affaires étrangères, ainsi que l'artisan des accords d'Oslo, il est actuellement animé par Sverre Lod-

gaar (30), mais semble avoir quelques difficultés à tourner la page « holt-sienne », tant l'ancien directeur avait marqué cet institut par sa personnalité. Le NUPI publie une revue trimestrielle en norvégien, *Internasjonal Politikk*, ainsi que, ponctuellement, des *NUPI-papers* et *NUPI-notat*.

En Finlande, l'UPI (*Ulkopoliittinen Institutti*) ou FIIA (*Finnish Institute of International Affairs*) a été créé en 1961. Il publie un annuaire sur la politique étrangère de la Finlande, ainsi qu'une revue trimestrielle en finnois, *Ulkopolitiikka*, et, ponctuellement, des *Working papers*. Animé par une petite quinzaine de chercheurs, ses programmes de recherche concernent surtout la place de la Finlande dans les équilibres stratégiques européens. Il vient, par ailleurs, de clore une impressionnante série de publications sur la dimension septentrionale de la PESC.

Les centres universitaires

En Suède, le DPCR (*Department of Peace and Conflict Research*), centre de recherche intégré à l'Université d'Uppsala, mis en place en 1971 et actuellement dirigé par Peter Wallenstein, dispose, depuis 1985, d'une chaire Dag Hammarskjöld en « *Peace and Conflict research* ». Composé d'une vingtaine de chercheurs, il mène l'essentiel de ses travaux de recherche sur les différents types de conflit. Il travaille étroitement avec le PRIO et le SIPRI. Le PADRIGU (*Peace and Development Research Gothenburg University*) est un centre intégré à l'Université de Göteborg, dont les axes de recherche sont surtout portés sur le développement, thème cher aux Suédois. Comme le DPCR, il dispose d'une chaire en « *Peace and Conflict research* », créée aussi en 1985. A Lund, le TFF (*Transnational Fondation for Peace and Future Research*), créé en 1985, est le successeur du LUPRI (*Lund International Peace research Institute*). Dirigé par Jan Øberg et Cristina Spännar, spécialistes de Gandhi, il semble très influencé, dans ses travaux de recherche et ses publications, par les idées de Galtung. Ses publications en anglais et en suédois sont ponctuelles ; toutefois, il dispose d'une lettre d'information très intéressante sur son site Internet. Il avait entamé, par ailleurs, de nombreuses activités de médiation dans l'ancienne Yougoslavie.

En Finlande, l'*Aleksanteri Institute*, créé en 1996 et intégré à l'université d'Helsinki, est un centre de recherche en sciences sociales axé essentiellement sur la Russie et les pays de l'Est. Animé par une vingtaine de chercheurs, il publie des *Aleksanteri papers* en finnois et en anglais, ainsi que quelques ouvrages en russe. Il fédère, sous la direction de Christer Pursiainen, le « *Nordic Network for Security Studies : Russia in the Nordic Security* »,

(30) Le parcours étonnant de Svere Logdaar illustre le caractère très ambigu du « label » *peace researcher*. Ancien disciple de Johan Galtung, après avoir été chercheur au SIPRI, il fut successivement directeur du PRIO, de l'UNIDIR à Genève et du NUPI. Passer d'une direction d'un centre de *peace research* à un institut international puis à un institut « classique » de relations internationales ne semble lui poser aucun problème d'identité.

programme de recherche très intéressant, qui associe plusieurs centres de recherche dans les quatre pays nordiques.

Dans plusieurs universités norvégiennes, il existe des centres dont les programmes de recherche, s'ils ne sont pas consacrés *in extenso* aux études stratégiques, concernent tout de même certains aspects liés à la sécurité et à la défense. Citons, par exemple, le CICERO (*Center for International Climate and Environmental Research*), le CMI (*Christian Michelsen Institute*) (31), qui axe ses études principalement sur les droits de l'homme et le développement en Asie, en Afrique sub-saharienne, dans les Balkans et au Moyen-Orient, le ProSus (*Program for Research and Documentation for Sustainable Society*), lui aussi intégré à l'Université d'Oslo et chargé de promouvoir le développement durable (32), le FNI (*Fridjof Nansen Institute*), institut de recherche créé en 1984 par la *Fridjof Nansen Foundation*, qui se consacre essentiellement à l'étude de l'environnement.

Les universités danoises, pour leur part, ne s'intéressent que très peu aux études stratégiques et ne possèdent pas de véritables centres de recherche sur ces sujets. Le département de Science politique de l'Université de Copenhague fait toutefois figurer « la sécurité européenne et l'intégration » dans ses thèmes de recherche et s'est récemment associée avec le *Centre for Baltic Studies* (CEBAST) de l'Université d'Öresund pour les questions concernant la Baltique. A l'Université d'Aarhus, Nikolaj Petersen se consacre à l'étude de la sécurité nordique comparée et William Mitchell à celle de la défense. Enfin, à Odense, le département d'études européennes fait pareillement figurer la politique européenne de sécurité dans ces thèmes de recherche.

Les instituts de relations internationales « thématiques »

Cette catégorie un peu hétéroclite rassemble des instituts spécialisés sur un thème, mais amenés à aborder ponctuellement les études stratégiques.

En Norvège, l'objectif de l'Institut Nobel (*Nobel Institute*, NI), centre établi en 1904 à Oslo et réfutant toute appartenance à la PR, est d'assister le secrétariat général dans l'attribution du Prix Nobel de la paix. En 1992, il a lancé un programme annuel de recherche en histoire de la Guerre froide, qui, arrêté en 2002, doit être repris en 2005. Dans l'intervalle est prévue la création d'un *Nobel Peace Center*, dont le financement est, à la différence des autres centres norvégiens, intégralement assuré par le Fonds Nobel, organisme créé au lendemain de la mort d'Alfred Nobel pour gérer sa fortune colossale.

(31) Du nom du premier Premier ministre norvégien (1905).

(32) Le concept de développement durable fut avancé par la Commission Brundtland (ancienne Premier ministre norvégien) en 1987, dans son rapport « *Notre avenir à tous* ».

L'*Europa-programmet* est une spécificité norvégienne. Créé sur initiative parlementaire en 1992 dans un contexte de remise en question de la stratégie européenne de la Norvège, il a pour vocation d'éclairer le public norvégien, ainsi que les responsables politiques et syndicaux, sur les enjeux que représente, pour le pays, la construction européenne. Il a entamé un programme de recherche très intéressant sur les ressources énergétiques de la Norvège dans le cadre de la sécurité européenne. Ayant connu, à la fin des années 1990, des problèmes budgétaires (son financement était assuré à l'origine intégralement par le Parlement norvégien), il travaille désormais aussi avec le secteur privé. Doté d'un conseil scientifique composé de retraités issus des milieux politique, diplomatique et militaire, il est animé par cinq chercheurs, chargés de l'étude des principaux pays européens. Il publie principalement en norvégien et, dans une moindre mesure, en anglais et organise annuellement un intéressant *Clausewitz Seminar*, forum de discussion d'experts sur les questions stratégiques.

Enfin, le *Nordisk senter for regional utvikling og planlegging* (Centre nordique pour le développement et la planification régionale, NORDEGIO), situé à Stockholm, créé en 1997 et financé par le Conseil nordique des ministres, regroupe une vingtaine de chercheurs venant des cinq pays nordiques. Ses travaux portent sur le développement spatial de la région de la mer Baltique. Il publie des *Working papers*, ainsi que, depuis 1998, un impressionnant annuaire, le *NEBI Yearbook*, qui fait une part belle à la sécurité dans le pourtour de la mer Baltique et en Russie du nord-ouest. Le *Nordic Institute for Asia Studies*, situé à Copenhague, est un centre de recherche inter-nordique qui, créé en 1967 et composé d'une dizaine de chercheurs, consacre ses recherches à l'Asie. De 1968 à 1987, il publiait une lettre d'information. Depuis, il se contente de faire paraître un rapport annuel, ainsi qu'épisodiquement un certain nombre d'ouvrages sur l'Asie. Ces deux instituts présentent la caractéristique notable d'être intégralement financés par le Conseil nordique des ministres.

LES ETUDES STRATÉGIQUES MENÉES PAR DES ASSOCIATIONS

Il existe dans les pays nordiques des associations consacrées à la défense et aux questions stratégiques. Leur multiplicité, ajoutée au nombre élevé de leurs adhérents, à leur variété et à l'intensité de leurs activités, en fait une véritable spécificité nordique. Si la production de ces associations est souvent liée à la vulgarisation, certains organismes se démarquent par une activité de recherche de haut niveau, qui fait appel à des chercheurs professionnels.

Faute de place, les auteurs ne sauraient faire ici une étude exhaustive de ces associations, sur lesquelles il n'existe pas de données centralisées.

Les associations consacrées à la défense

On trouve dans les pays nordiques, et plus particulièrement en Suède, une grande variété d'associations ayant pour principal objet la défense. Ce que l'on pourrait, à première vue, prendre pour une forme de « passion militariste », s'explique en réalité par la conception que ces pays ont de la défense comme domaine alliant un volet militaire et un volet civil.

Alors que certaines de ces associations, dites « associations de défense volontaire » (33), ont pour but de préparer les citoyens à des tâches utiles en temps de guerre mais ne produisent généralement pas de recherche, d'autres sont entièrement consacrées à l'étude de la politique de défense et de sécurité, à l'information de la population et à l'instauration d'un débat citoyen sur ces sujets. Ces associations productrices de recherche, unique catégorie à laquelle nous nous intéresserons ici, ont, pour certaines, une origine ancienne : fondées au XIX^e siècle par des officiers et/ou des politiciens soucieux de pouvoir faire face aux menaces projetées sur leur pays par les grandes puissances voisines, elles ont sans doute inspiré les concepteurs des systèmes modernes de défense civile. Elles sont le plus souvent subventionnées par les Etats, qui y voient une contribution à leur politique de défense. D'une part, les activités d'information et de discussion des questions de défense permettent d'améliorer la préparation de la population et de faire vivre le concept d'une défense citoyenne au niveau de la réflexion. D'autre part, ces pays – particulièrement la Suède – ont développé un concept de « défense psychologique » destinée à lutter contre la désinformation en temps de guerre et la guerre idéologique : dans cette optique, la formation des citoyens aux questions de sécurité, la mise en place d'un débat citoyen sur ces questions sont une préparation à la défense psychologique.

En Suède, la Fédération Peuple et défense (*Centralförbundet Folk och Försvar*, FoF) est une fédération de 53 associations (organisations syndicales, des organisations politiques de jeunesse, des associations commerciales, des organisations de défense civile, etc.) ayant pour but de soutenir la défense totale suédoise. Subventionnée par l'Etat suédois à hauteur de 4,1 millions de couronnes suédoises (environ 500 000 euros) données annuellement par le ministère de la Défense, elle vit également des contributions de ses membres, qui représentent un demi-million de couronnes (environ 70 000 euros). Avec cet argent, la FoF cherche à « développer une communauté d'intérêts entre les citoyens et la défense totale » à travers une information objective sur la politique de sécurité et la défense telles qu'elles sont décidées par le Parlement et le gouvernement et par la promotion d'un débat sur ces questions, ouvert à toutes les opinions politiques. A cette fin, la FoF organise chaque année une conférence nationale sur la défense comp-

(33) Les 23 associations suédoises de défense volontaire totalisent 761 000 membres et sont coordonnées par l'Agence pour la planification civile d'urgence.

tant 250 à 300 participants. Elle édite également un journal trimestriel, *Försvar i nutid* (*Défense aujourd'hui*), où sont développés, par des chercheurs professionnels, des thèmes tels que « l'UE, la politique de défense et la Suède », « la Suède après le 11 septembre » ou encore « la neutralité est-elle démodée ? » (34). Une autre publication, également trimestrielle, « *Société et défense* », fait état des débats et activités de l'association.

On trouve en Norvège et au Danemark des fédérations d'associations « Peuple et défense », très similaires à la FoF. En Norvège, la fédération *Folk og forsvar*, créée en 1951 pour « effectuer un travail d'information générale sur les questions de défense et de sécurité telles qu'elles sont définies par le Parlement et le gouvernement », réunit 74 associations sous la devise « travailler pour la paix, la liberté et la démocratie ». Elle organise une centaine de cours par an, ainsi qu'une centaine d'autres manifestations (séminaires, voyages d'étude, etc.), et édite un journal trimestriel, *Folk og forsvars kontaktblad*, tiré à 15 000 exemplaires. L'association danoise *Folk og Forsvar*, qui réunit 12 associations (pour un total de 100 000 membres, sous le slogan « Paix et liberté », publie un journal, *Folk og Forsvar*. L'association finlandaise correspondante est l'« Union des braves pour la défense du pays » qui, fondée en 1963 et fédérant des associations pour un total de 31 000 membres, organise une sorte d'« université d'été » de la défense nationale et des conférences et édite plusieurs revues.

Née en 1890, l'association suédoise *Allmänna Försvarsföreningen* (AFF), dont le nom peut se traduire par « association publique de défense », se distingue des associations « peuple et défense » mentionnées ci-dessus en cela qu'elle est totalement indépendante et financièrement autonome. Ayant pour devise « pour la paix, la liberté et l'avenir », elle cherche à « favoriser la connaissance sur les problèmes de sécurité de la Suède et le besoin d'une défense totale forte, pour la sécurité de notre pays et notre liberté » (35). Depuis la fin du XIX^e siècle, l'AFF a accompagné tous les grands événements de la politique suédoise de sécurité, avec des engagements plus ou moins marqués pour la défense du service civil, contre la décision de désarmement unilatéral du pays en 1925, etc. Regroupant aujourd'hui 2 200 membres, elle organise une cinquantaine de manifestations par an (débats et séminaires) dans tout le pays. Son journal, *Vårt försvar*, paraît quatre fois par an.

La peace research associative

Si les associations nordiques consacrées à la réflexion stratégique sont légion, il en va de même des associations pacifistes. Parmi elles, certaines effectuent un véritable travail de recherche. Prenant à la lettre les recom-

(34) « EU, Försvarspolitiken och Sverige », *Försvar i Nutid*, n° 1, 2002 ; « Sverige efter den 11 september – hot, risker och krishantering », *Försvar i Nutid*, n° 4, 2001 ; « År alliansfriheten omodern ? Svensk säkerhetspolitik i förändring », *Försvar i Nutid*, n° 1-2, 2001.

(35) www.aff.a.se/affl.htm.

mandations de Galtung sur l'engagement militant et la nécessité de favoriser une véritable culture de la paix dans l'opinion publique, elles se réclament le plus souvent de la *peace research*. Alors que certaines sont des associations pacifistes ne se réclamant d'aucune appartenance particulière, d'autres sont des émanations de mouvements religieux ou politiques.

On citera pour exemple le Centre danois de résolution des conflits (*Center for konfliktløsning*). Fondé en 1994, il se réclame à la fois de Galtung, du philosophe Kierkegaard, du pasteur Grundvig (créateur de l'éducation populaire) et de... Christian Andersen! (« *pour l'humour, l'intuition et l'imagination* »). Il a pour objectif de « *promouvoir compréhension et savoir-faire dans le domaine de la résolution non-violente des conflits, par l'élaboration de méthodes, de savoir et de savoir-faire pour une résolution constructive des conflits* ». Il organise des activités d'éducation à la culture de la paix dans les écoles, mais aussi des conférences et séminaires, et diffuse sur son site Internet des articles scientifiques.

On peut également mentionner la Société suédoise pour la paix et l'arbitrage (*Svenska freds – och skiljedomsföreningen*). Fondée en 1883, cette association indépendante est, avec ses 6 000 membres, la plus grande et la plus ancienne association pour la paix en Suède. Elle publie le *Journal de la paix Pax*, organise des congrès et mène diverses actions telle que la lutte contre les exportations d'armes.

Les organisations pacifistes nordiques, très nombreuses, sont regroupées en fédérations. En Norvège, l'Alliance norvégienne pour la paix (*Norges Fredsråd*, NFR) est une plate-forme de 24 associations, tels le Comité norvégien pour la paix, l'Union norvégienne pour la paix, la Campagne contre la conscription, *etc.* Elle organise, essentiellement à des fins de vulgarisation, des formations, des séminaires, des universités d'été sur les thèmes de la paix et des droits de l'homme et mène également des activités de *lobbying*. En Finlande, le Conseil de sécurité des citoyens (*Kansalaisten turvallisuu-neuvosto*, KATU) est une fédération composée de centres de recherche, d'ONG et d'autres acteurs du mouvement pacifiste (comme notamment l'Institut d'études du développement de l'Université d'Helsinki, l'Institut finlandais d'études internationales, l'Union nationale des étudiants, la Croix-rouge, les Casques bleus finlandais, *etc.*). Nombreuses, ses activités de recherche prennent souvent la forme de conférences donnant lieu à des publications (parfois des ouvrages). L'organisme suédois correspondant est le *Peace Team Forum* qui, regroupant 50 associations, conduit des actions de terrain et publie divers documents et ouvrages (comme par exemple un manuel d'éducation à la prévention de la violence).

Pour ce qui est des organismes issus du mouvement religieux, on peut mentionner pour la Suède le *Life and Peace Institute* (LPI), créé en 1985 par le Conseil œcuménique suédois. Sa recherche, basée sur une éthique chrétienne, se concentre sur la résolution pacifique des conflits, dans trois

domaines : le rôle des religions dans les conflits et la paix, les droits de l'homme et la justice économique et, enfin, la transformation des conflits en non-violence. Outre cette activité de *peace research*, le LPI fait de la médiation, notamment en Afrique, et publie un certain nombre de revues, en anglais et en français, comme le trimestriel « *New routes* », qui traite des thèmes de la paix, de la justice et du développement, ou encore le « Bulletin de la corne de l'Afrique ». Actuellement, le LPI mène un projet sur les impacts de la globalisation dans le sous-continent indien; à cette fin, il compte organiser des ateliers auxquels seront invités des chercheurs, des représentants des églises, ainsi que des militants.

Créé en 1982 par la Confédération norvégienne des syndicats, le FAFO (*Institute for Applied Social Science*) est, depuis 1993, une fondation indépendante financée par des syndicats et des entreprises norvégiennes. Disposant de plus d'une soixantaine de chercheurs répartis dans plusieurs bureaux en Afrique du Sud, en Chine et au Moyen-Orient, il se présente sous la forme d'un *think tank* dont les travaux sont essentiellement basés sur la « coopération internationale et la résolution des conflits ».

Enfin, un exemple d'organisme issu de mouvements politiques peut être donné à travers le Centre international Olof Palme. Créée en 1992 par le parti social-démocrate suédois, la confédération syndicale LO et l'Union coopérative KF, cette fondation est une fédération de 29 associations issues du mouvement social-démocrate, actuellement présidée par Ingvar Carlsson, ancien Premier ministre de Suède. La philosophie du Centre est inspirée par la pensée du défunt Olof Palme, et particulièrement par l'idée selon laquelle la sécurité de l'humanité repose sur la coopération et la solidarité par-delà les frontières. Bien qu'elle soit plus particulièrement consacrée à la coopération et au développement international, son action, qui consiste notamment dans l'organisation de séminaires, dans des publications (36) (dont, dernièrement, un *Manuel de la gestion des conflits*, et, régulièrement, un bulletin diffusé par *e-mail*), se situe aussi dans le domaine de la politique internationale et des questions de sécurité. En Suède, le Centre a mené des campagnes d'information et de formation de l'opinion publique sur le développement international, la sécurité et les relations internationales. A l'étranger, il participe à quelque 250 projets annuels.

UNE SPÉCIFICITÉ NORDIQUE EN MATIÈRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES ?

A travers ce panorama des centres de recherche nordiques, le constat d'un paradoxe de la démesure s'impose : petits pays, les États nordiques dispo-

(36) The Olof Palme International Center, *Visions of European security – focal point Sweden and Northern Europe*, Report from a project organized by the Olof Palme International Center, including a seminar held in Stockholm, 8-10 mars 1996, 399 p.

sent d'un panel impressionnant d'instituts de recherche pratiquant des études stratégiques.

Eléments de comparaison

Similitudes

Les structures de la recherche nordique offrent de nombreuses similitudes d'un pays à l'autre. On dénombre, partout, des centres nationaux de relations internationales (NUPI, SIIA, FIIA, l'ex-DUPI) et des grands centres de *peace research* (TAPRI, l'ex-COPRI, SIPRI et PRIO), auxquels s'ajoute toute une nébuleuse associative se consacrant à l'étude des questions de sécurité nationale d'une part et à la paix d'autre part. Toutefois, seules la Norvège et la Suède disposent de centres de recherche gouvernementaux (respectivement FFI et FOI).

Autre point commun, la production, abondante, a su faire preuve d'originalité, du fait de la prégnance de la *peace research* et de l'adoption, toujours à l'avant-garde, de nouveaux paradigmes (paradigmes critiques, questions de genre appliquées aux études stratégiques, *etc.*). Quelques grandes figures nordiques ont même laissé leur nom dans la production mondiale, tels Johan Galtung et Alva Myrdal, pour ne citer que les plus connus.

La pérennité institutionnelle des centres de recherche est, par ailleurs, remarquable. Ainsi, de tous les instituts qui existaient pendant la Guerre froide, pratiquement aucun n'a disparu. On assiste même à une prolifération des centres depuis le début des années 1990.

En outre, la majorité des publications de ces centres se fait en anglais, ce qui contribue à accroître leur audience et, donc, leur influence. À l'exception du défunt DUPRI, tous les centres de recherche « classiques » publient également une revue dans leur langue nationale : il s'agit là non pas de toucher un large lectorat, mais d'assurer une action pédagogique envers les populations nationales.

Enfin, dans les quatre pays nordiques, la stimulation de la recherche est assurée, pour la plupart des instituts, par un conseil de la recherche, placé sous la tutelle des ministères nationaux de la Recherche. Excepté quelques instituts qui ne dépendent financièrement que de fondations (c'est le cas du *Nobel Institute*), ils dépendent tous matériellement du bon vouloir de leur Parlement ou gouvernement respectif. Ce lien ombilical très fort n'a jamais été de nature à faciliter l'impartialité des chercheurs – surtout durant la Guerre froide. Depuis quelques années, certains centres tentent *nolens volens* de diversifier leurs moyens en se tournant notamment vers le secteur privé.

Malgré la similitude des structures nordiques et l'existence d'une communauté informelle de chercheurs, il n'y a jamais eu, pendant la Guerre froide, de coopération poussée entre les différents centres nordiques. L'idée d'éta-

blir un réseau des instituts de recherche nordique a été relancée dernièrement par la directrice du SIPRI, Alysson J.K. Bailes (37). Ce projet, appelé à associer pratiquement tous les instituts nordiques, devrait conduire à un travail commun sur le programme « *Norden Security and Integration* », dont les principaux axes seront, d'une part, les relations de la Norvège et de l'Islande avec l'UE et, d'autre part, les relations de la Finlande et de la Suède avec l'OTAN.

Différences

En dépit des similitudes que nous venons d'observer, on note aussi des différences certaines entre ces pays.

Tout d'abord, il apparaît que ce sont la Norvège et la Suède qui ont la recherche la plus active, par le nombre et la taille de leurs instituts. La Finlande et le Danemark sont nettement moins bien dotés. La Finlande apparaît comme le « parent pauvre » des pays nordiques, avec « seulement » quatre centres de recherche (FIIA, *Aleksanteri Institute*, *National Defence College* et TAPRI) (38), parmi lesquels se distinguent le TAPRI, du fait de la faiblesse de ses moyens comparativement à ses homologues nordiques (39) et le FIIA qui, en dépit de moyens relativement modestes, a su se construire une expertise exceptionnelle sur la Russie, la Baltique et la Dimension septentrionale de l'UE.

On remarque également que les moyens consacrés aux études de défense ne sont pas comparables d'un pays nordique à l'autre. Au Danemark, ces études sont pratiquement inexistantes (elles étaient jusqu'ici plus ou moins assurées, et d'une façon *ad hoc*, par quelques chercheurs du DUPI). En Norvège, elles sont stimulées par un centre (*Institutt for forsvarsstudier*) dont les travaux sont essentiellement consacrés à l'histoire de la Norvège durant la Guerre froide, et par un institut gouvernemental (*Forsvarets forskningsinstitutt*) qui axe ses recherches sur la stratégie fondamentale. A noter que le NUPI, lorsqu'il était dirigé par Johan J'rgen Holst, avait publié beaucoup de *NUPI-notat* consacrés à la situation politico-stratégique de l'Europe septentrionale. Féru de stratégie, l'ancien ministre de la Défense et des Affaires étrangères avait privilégié, par exemple, une approche critique dans ses analyses sur l'« équilibre nordique » et sur l'élaboration d'une Zone nordique exempte d'arme nucléaire, deux sujets très en vogue dans la région durant la Guerre froide. En Suède, les travaux de l'*Instituteten för Säkerhet och Stra-*

(37) On remarquera, toutefois, la création en 1991 de la NISA (*Nordic International Studies Association*) qui assure notamment la conduite de la revue *Cooperation and Conflict*. Il s'agit d'une association professionnelle de chercheurs nordiques et non d'une véritable structure de recherche.

(38) L'*Åland Islands Peace Institute* dépend du gouvernement autonome des îles Åland et, à ce titre, ne reçoit aucune subvention d'Helsinki.

(39) Entretien avec Unto Vesa, TAPRI, Tampere, 2 octobre 2002. Pour une vision plus précise du TAPRI, cf. Suomen Akatemian Julkaisuja, *Peace research in Finland : a Critical Evaluation*, Helsinki, 1990, 44 p.

tegi (*Swedish National Defence College*) s'articulent, en matière de stratégie, autour de la publication d'un annuaire et d'une série d'ouvrages, à l'image des *Adelphi Papers*. Enfin, en Finlande, les travaux du *National Defence College* sont certainement les plus riches (on regrettera, néanmoins, qu'il n'y ait aucune publication sur l'histoire stratégique de la Finlande). Remarquons que, dans le cas suédois comme dans le cas finlandais, il n'existe pas de passerelle entre l'enseignement militaire et l'université.

L'utilisation des paradigmes a pu également présenter des variations d'un pays à l'autre. Si, durant la Guerre froide, le SIPRI, centre de recherche international figurant parmi les plus connus et s'étant toujours référé à la PR comme méthode de recherche (40), et le PRIO se sont tous deux intéressés à la détente entre les États-Unis et l'Union soviétique et ont adopté une attitude extrêmement sévère vis-à-vis des États-Unis et, dans une moindre mesure, de l'Union soviétique, tout en étant favorables au Tiers-Monde (41), ils n'ont pas fait utilisé la même méthode : alors que le premier a privilégié la collecte de données (comme en témoigne le *SIPRI Yearbook*), le PRIO a préféré s'atteler à la critique des valeurs dominantes de la politique internationale et à la recherche de nouveaux paradigmes de sécurité. À l'heure actuelle, les travaux des deux centres tendent davantage à se fédérer. La différence fondamentale entre eux tient au fait que le SIPRI n'accorde aux études théoriques qu'une place extrêmement marginale, alors que le PRIO allie, dans ses recherches, autant la théorie que la pratique.

Le paradoxe de la démesure : quelques éléments d'explication

Quel est le sens de ce foisonnement des études stratégiques dans de petits pays, aux ressources comparativement limitées – mais dont la gestion est légendairement efficace ? On peut raisonnablement penser que cette situation est le fruit d'une volonté politique et étatique.

Le paradoxe s'éclaircit en effet si l'on rappelle que ces pays, situés depuis toujours dans le voisinage de grandes puissances, puis entre les blocs de l'Est et de l'Ouest, ont su maintenir leur indépendance en élaborant une conception particulière de la sécurité, que l'on retrouve, avec des nuances, aussi bien chez les neutres (Suède et Finlande) que chez les membres de l'OTAN (Danemark et Norvège). Cette conception est celle d'une sécurité globale, combinant défense et politique étrangère ; dans cette perspective, la sécurité est pensée comme résultant aussi bien d'une action internationale pour la paix que de l'organisation d'une défense totale, basée sur la conscription et impliquant tous les secteurs de la société : dès lors, la recherche est considérée comme une « ressource » au service de la politique

(40) Marek THEE (dir.), « Arms and Disarmament. SIPRI Findings. 20 years of studies », *Bulletin of Peace Proposals*, vol. 17, n° 3-4 (numéro spécial sur le SIPRI), 1986.

(41) Hervé SAVON, « Polémologie et *Peace research* dans le monde. Bilan analytique et critique des recherches sur la guerre et la paix à la fin de 1971 », *Études polémologiques*, n° 4, avril 1972, pp. 18-19.

nationale, ainsi que cela a notamment été exprimé, en 2001, par le gouvernement suédois, dans son programme « *Preventing Violent Conflict* » (42). Une telle conception de la sécurité explique non seulement la multitude des centres de recherche, mais aussi le soutien au milieu associatif.

Le cas de la Norvège apporte un autre élément d'explication. Se sentant une responsabilité « *pour enrayer la guerre et exporter la paix* », ce pays, s'est longtemps identifié – de même que la Suède – à la conscience morale des pays occidentaux. Or, il est considéré comme un précurseur en matière de PR, laquelle constitue non seulement une discipline scientifique mais aussi une méthode d'action pouvant inspirer la politique étatique (actions de médiation internationale, prises de position à l'ONU, etc.). Par suite, la myriade d'instituts dont dispose la Norvège (43) reflète assez bien les grandes orientations du pays en matière de politique étrangère. Ainsi, on observe actuellement une évolution intéressante : alors que durant très longtemps les programmes de recherche sur l'intégration européenne, relevant dans une certaine mesure d'un tabou, étaient quasi inexistantes en Norvège, le NUPI a amorcé, dans les années 1990, un lent revirement stratégique sur ses programmes, en consacrant davantage de moyens à la recherche sur l'UE (44). D'une manière générale, on constate que les programmes de recherche des instituts de relations internationales coïncident avec la position de chaque pays par rapport à l'UE et/ou l'OTAN : ainsi, le FIIA finlandais et, dans une moindre mesure, le SIIA suédois, travaillent essentiellement sur la neutralité et les relations de la Finlande et de la Suède avec l'OTAN.

Le degré d'interférence entre le monde de la recherche et le monde politique et diplomatique est, par ailleurs, très élevé, surtout en Norvège. C'est certainement le NUPI qui a le plus contribué à réaliser un va-et-vient entre la recherche et l'action : très proche des milieux diplomatiques norvégiens, il accueille souvent d'anciens hauts fonctionnaires, voire d'anciens ministres, en tant que chercheurs (le meilleur exemple est certainement celui de Johan Jirgen Holst qui, après avoir passé plusieurs années à la tête du NUPI, est devenu ministre de la Défense et ministre des Affaires étrangères). De même, en Finlande, l'ancien directeur du FIIA (entre 1989 et 1991), Paavo Lipponen, est devenu Premier ministre. Inversement, il n'est pas rare que des personnes issues du monde universitaire mettent leur carrière entre

(42) Ministry for Foreign Affairs, *Preventing Violent Conflict, Swedish Policy for the 21st Century*, janvier 2001.

(43) Au milieu des années 1990, une commission parlementaire, sous la direction de Geir Lundestad, appela de ses vœux à une rationalisation des centres, mais a vu son rapport rejeté par le Parlement norvégien, pour des raisons politiques assez nébuleuses : entretien avec Geir Lundestad, *Nobel Institut*, Oslo, 10 mars 2002.

(44) Le chercheur norvégien Martin Sæter fait figure d'exception : jusqu'au tout début des années 1990, il fut la seule personne à prêcher les vertus de l'intégration européenne pour la Norvège ; très longtemps considéré comme un marginal par la communauté scientifique norvégienne, il est désormais regardé comme le plus grand expert de l'UE.

parenthèses, en passant quelques années au service de la diplomatie de leurs pays : c'est notamment le cas du professeur Klaus Törnudd, universitaire finlandais de renom, qui, avant de devenir chercheur au *National Defence College*, fut ambassadeur de Finlande en France.

De même, l'étroite collaboration des centres de recherche avec les partis politiques, les syndicats et les organisations non gouvernementales constitue une caractéristique fondamentale des pays nordiques. Les relations entre les instituts de recherche et leur Etat sont pareillement étroites. Toutefois, alors que les centres « classiques » de relations internationales collaborent avec les ministères de la Défense et des Affaires étrangères, les centres de PR sont davantage associés aux travaux des différentes grandes Commissions instituées par l'ONU : la « Commission Thorsson » et son étude sur les rapports entre le désarmement et le développement (1981), la « Commission Palme » et son rapport sur la sécurité commune (1982), la « Commission Bruntland » et son étude sur le développement durable et la « Commission Carlsson » et son étude sur « Notre voisinage mondial » (45). Les centres classiques de relations internationales sont, quant à eux, davantage associés à la diplomatie de leur pays : d'une part, ils constituent une sorte de relais entre la politique étrangère de leur gouvernement et le public national; d'autre part, ils organisent des contacts plus ou moins officiels avec l'étranger. Les différences fondamentales entre les centres « nationaux » de PR et les centres nationaux de relations internationales résident donc autant dans leur vocation que dans leurs méthodologies pour appréhender les réalités internationales.

(45) Brandt Commission, *North-South : A Programme for Survival. Report of the Independent Commission on International Development Issues*, MIT, Cambridge, 1980; Inga THORSSON et al., *Study on the Relationship between Development and Disarmament*, Nations Unies, New York, 1981; Independent Commission on Disarmament and Security Issues, *Common Security. A Blueprint for Survival*, Simon & Schuster, New York, 1982; The World Commission on Environment and Development, *Our Common Future*, Oxford University Press, Oxford, 1987; The Commission on Global Governance, *Our Global Neighbourhood*, Oxford University Press, Oxford, 1995.